

L'évolution de l'emploi de l'Ouest français de 1968 à 2006

Valérie JOUSSEAUME

Géographe, Université de Nantes, UMR 6590 ESO - Nantes
valerie.jousseaume@univ-nantes.fr

Aziz KALI

Géographe, Ingénieur d'étude CNRS - UMR 6590 ESO - Nantes
abdelaziz@univ-nantes.fr

Résumé Cet article se propose de dresser la description cartographique de l'évolution de l'emploi dans le Grand Ouest français sur quatre décennies, de 1968 à 2007. Cette région compte 4 millions d'emplois dont 890 000 ont été créés dans cette période, malgré une perte de 760 000 emplois dans le secteur primaire. Le volume de l'emploi s'inscrit dans la hiérarchie urbaine. Cependant, bien que la grande masse des emplois se localise dans les grandes villes, les petites villes, les bourgs centres et plus récemment, les espaces ruraux participent à cette dynamique. Ainsi la question des métropoles ne doit pas occulter l'intérêt d'une analyse du dynamisme économique hors métropolisation, qui n'intéresse que trop rarement les chercheurs et aménageurs.

Mots-clés Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, emploi, population active.

Introduction

Nous complétons ici l'observation de l'évolution de l'emploi agricole présentée dans Les Cahiers Nantais de 2010 (Jousseaume *et al*, 2010), par la mise en perspective de la distribution de l'ensemble de l'emploi, à l'échelle du Grand Ouest français (Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes).

Ces quatre décennies passées sont marquées

- par l'effondrement de l'emploi dans le secteur primaire dans un contexte de formidable modernisation agricole de l'Ouest ;
- par l'expansion puis la mise en concurrence internationale du modèle industriel fordiste très présent dans les campagnes de la région ;
- par la révolution post-industrielle renforçant l'essor de l'emploi tertiaire supérieur

dans les agglomérations les plus importantes.

La production de ces cartes s'inscrit dans le programme de recherche DYTEFORT, dont le but est l'observation des dynamiques foncières dans les espaces ruraux aux marges des aires métropolitaines. Plusieurs cartes nous ont semblé mériter publication, pour la perspective de moyen terme qu'elles offrent.

La notion d'« emplois » utilisée ici s'appuie sur les données de l'INSEE correspondant à la « population active recensée au lieu de travail ». En 2007, contrairement aux recensements précédents, la notion d'emplois a été élargie aux situations dites « mixtes et intermédiaires », c'est-à-dire qu'ont été intégrés aux actifs, les étudiants exer-

çant un « petit boulot » et les retraités continuant à avoir une activité professionnelle réduite. C'est pourquoi, les chiffres de 2007 ne sont pas strictement comparables aux autres années, ils sont sur-évalués au regard des périodes antérieures.

Secondement, ces données n'intègrent pas la crise survenue à partir de 2008.

Ces nuances n'ôtent toutefois pas l'intérêt d'une observation rétrospective des dynamiques géographiques de l'emploi régional sur une quarantaine d'années.

1. Environ 890 000 emplois supplémentaires entre 1968 et 2007

En 2007, l'ensemble des quatre régions administratives étudiées totalise un peu plus de 4 millions d'emplois. Les Pays de la Loire, cinq départements, comptent 1 500 000 emplois ; 1 270 000 emplois en Bretagne ; 700 000 emplois

en Poitou-Charentes et 590 000 emplois en Basse-Normandie, qui ne compte que 3 départements et une seule grande ville.

En 1968, le Grand Ouest comptait 3 132 000 emplois. En 40 ans, ce chiffre a donc progressé d'environ 850 000 emplois, c'est-à-dire une croissance moyenne annuelle de + 0,64 %, malgré la perte de plus de 760 000 emplois dans le secteur primaire au cours de cette période (Jousseume *et al*, 2010).

Selon la figure 1, la région des Pays de la Loire connaît toujours les taux de croissance les plus élevés, avec une croissance globale de + 0,86 % par an depuis 40 ans. Les Pays de la Loire assurent la moitié de la croissance des emplois de l'Ouest sur la période observée. Cette région est suivie par la Bretagne + 0,65 % par an, le Poitou-Charentes + 0,53 % par an. La Basse-Normandie connaît l'évolution la plus modeste, + 0,28 % par an, toujours inférieure à la moyenne du Grand Ouest.

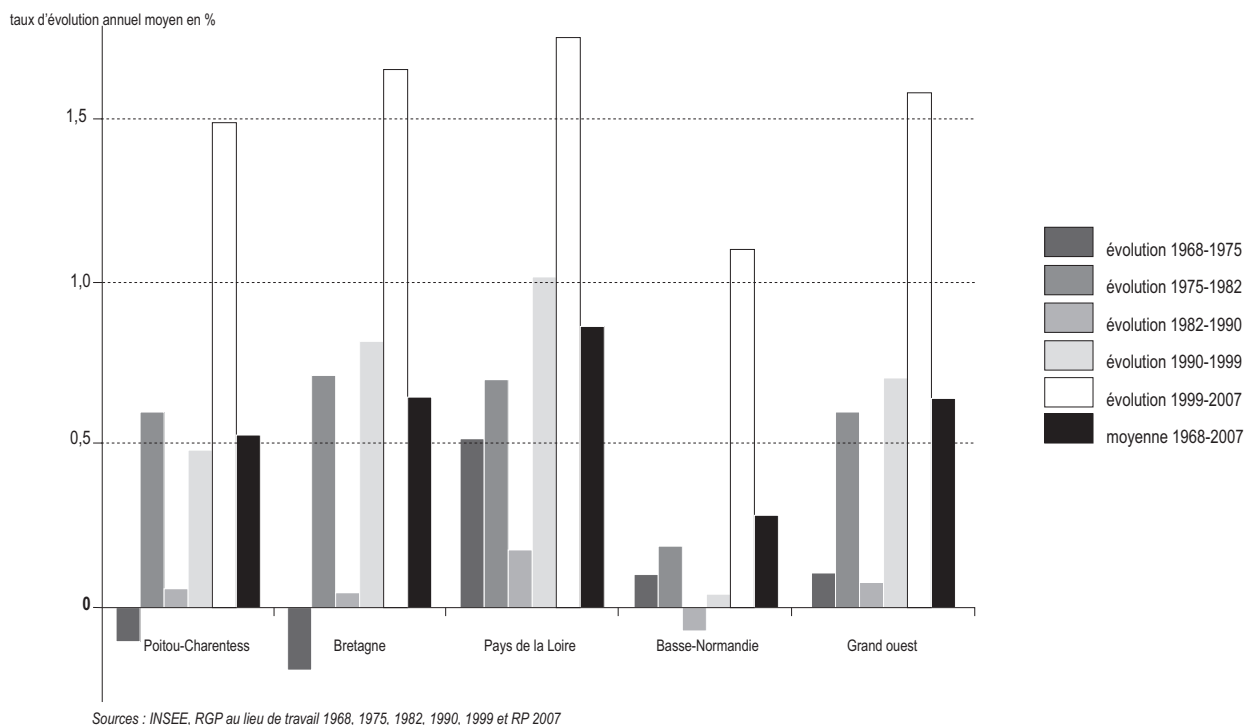


Fig. 1 - Le taux d'évolution annuel moyen de l'emploi selon les régions et le Grand Ouest

2. L'emploi s'inscrit dans la hiérarchie urbaine

Très logiquement, le volume des emplois met en valeur l'armature urbaine qui connaît une très forte inertie (fig. 2). La définition de l'armature

urbaine régionale utilisée ici, s'appuie sur les travaux de V. Jousseau (1998) et une récente communication sur le sujet ¹.

Les emplois sont concentrés dans les principales grandes agglomérations du Grand-Ouest :

1 JOUSSEAU V., KALIA. et PORCHER T., 2010. De l'observation à l'analyse régionale : la base de la hiérarchie urbaine dans l'Ouest français, communication au colloque *Petites et moyennes villes : un regard renouvelé*, UMR 6173 CITERES, Université de Tours, Orléans, Poitiers, La Rochelle, et Villes au carré, Tours, 8-9 décembre 2010.

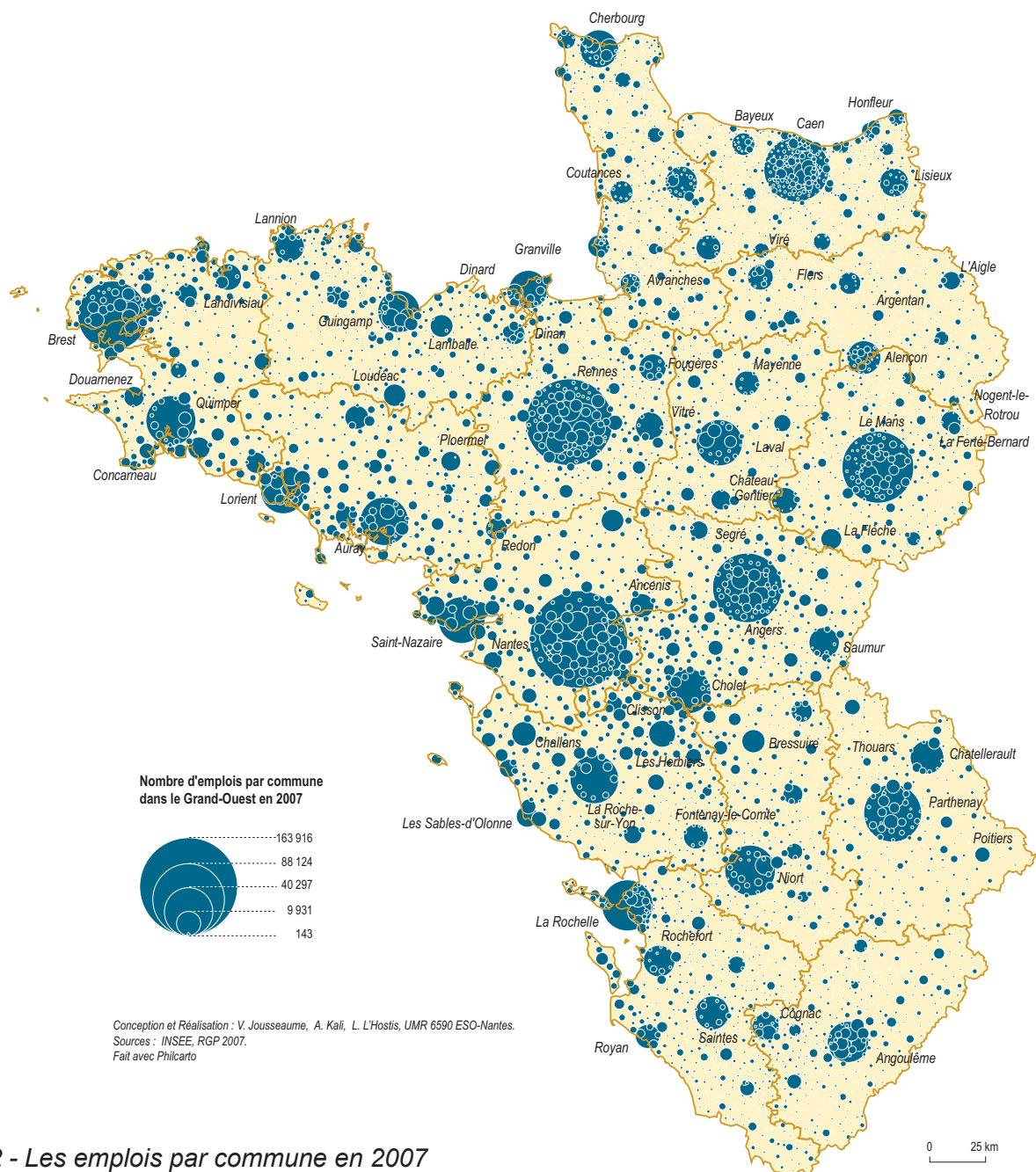


Fig. 2 - Les emplois par commune en 2007

en 2007, 300 000 emplois dans l'agglomération nantaise (au sens de l'unité urbaine de l'INSEE), 192 000 à Rennes, suivi d'Angers, Caen, Le Mans et Brest au-dessus de 100 000. Un peu plus modestes apparaissent Poitiers, La Rochelle et Lorient. L'ensemble de ces neuf agglomérations universitaires fournit en 2007, 1 154 000 emplois (28,7 % de l'emploi régional).

Dix villes moyennes offrent plus de 30 000 emplois chacune, avec en ordre décroissant d'emplois, Angoulême, Saint-Brieuc, Niort, Saint-Nazaire, Quimper, Laval, Vannes, La Roche-sur-Yon, Cherbourg et Cholet. Au total, elles assurent 525 300 emplois (13 %).

Les principales petites villes : Saint-Malo, Lanion, Saint-Lô, Lisieux, Morlaix, Alençon, Châtellerauld, Saintes, Rochefort, Cognac, Saumur, Les Sables-d'Olonne et Fougères, comptent en 2007, entre 15 000 et 25 000 emplois. Si on ajoute les autres petites villes offrant entre 3 000 et 15 000 emplois, l'ensemble de ces 79 pôles offrent 593 000 emplois (14,7 % de l'emploi régional).

Enfin les 379 bourgs-centres, pôles identifiables par la présence un collège et un supermarché, totalisent 733 000 emplois (18,2 % de l'emploi régional).

Les autres communes, c'est-à-dire les communes rurales simples, abritent, en 2007, le quart de l'emploi régional. Ainsi l'originalité du foyer d'emplois de la « Vendée choletaise » (Chauvet, 1986) offre la vision d'une nébuleuse de communes productives entre le bocage vendéen, les Mauges et le vignoble nantais (fig. 2).

Une description à partir des zonages de l'INSEE, qui favorise une vision centrée sur l'urbain, produit la perception suivante. Les pôles urbains (+ de 5 000 emplois) hébergent 2 310 000 emplois soit 57 % de l'emploi régional. Les communes périurbaines au sens INSEE (+ de 40 % des actifs travaillent dans un pôle urbain) abritent 640 000 emplois (16 % de l'emploi régional). Les pôles ruraux (de 2 000 à 5 000 emplois) et les

communes polarisées par ces pôles ruraux (+ de 20 % des actifs travaillent dans un pôle rural) offrent 11 % des emplois du Grand Ouest avec 425 000 postes. Enfin, le reste, c'est-à-dire l'espace « rural non polarisé » fournit 650 000 emplois, 16,5 % de ceux de la région.

3. Les multiples moteurs urbains de la dynamique de l'emploi

Selon le découpage INSEE, les pôles urbains ont créé 930 000 emplois entre 1968 et 2007, avec un taux de croissance annuel moyen de + 1,33 % par an sur 40 ans, c'est-à-dire deux fois supérieur à la moyenne régionale annuelle qui est de + 0,64 %. Les communes périurbaines ont créé 111 000 emplois, avec une évolution à la baisse sur 40 ans, pour les communes périurbaines multipolarisées (- 0,2 % par an) et un taux de + 0,64 % par an pour les autres. Ces communes actuellement définies comme périurbaines, mais qui étaient rurales par le passé, sont marquées par une nette mutation à partir des années 1990. Ainsi, la croissance de l'emploi dans les principales agglomérations de la région ne concernent pas seulement les communes centres, mais la première couronne (c'est-à-dire les marges des pôles urbains au sens INSEE) dans un premier temps, puis la deuxième couronne (communes périurbaines au sens INSEE) après 1990 (fig. 3 et 5). L'emploi se déploie donc vers les marges périurbaines qui comptent une croissance moyenne annuelle de l'emploi entre 1999 et 2007, comprise entre 1,4 % et 2,7 % par an dans le Grand Ouest. Là, où la population s'accroît considérablement et où le foncier est en plus grande disponibilité et moins cher. Ce processus est une tendance lourde, nous invitant à repenser notre rapport à l'espace autant en termes de mode de vie que d'aménagement du territoire.

L'observation de la dynamique de l'emploi sous l'angle de la hiérarchie urbaine, affine l'analyse (fig. 4). Les 9 principales agglomérations régionales ont créé un peu plus de 490 000 emplois entre 1968 et 2007. Leur croissance est de 1,43 % par an sur 40 ans.

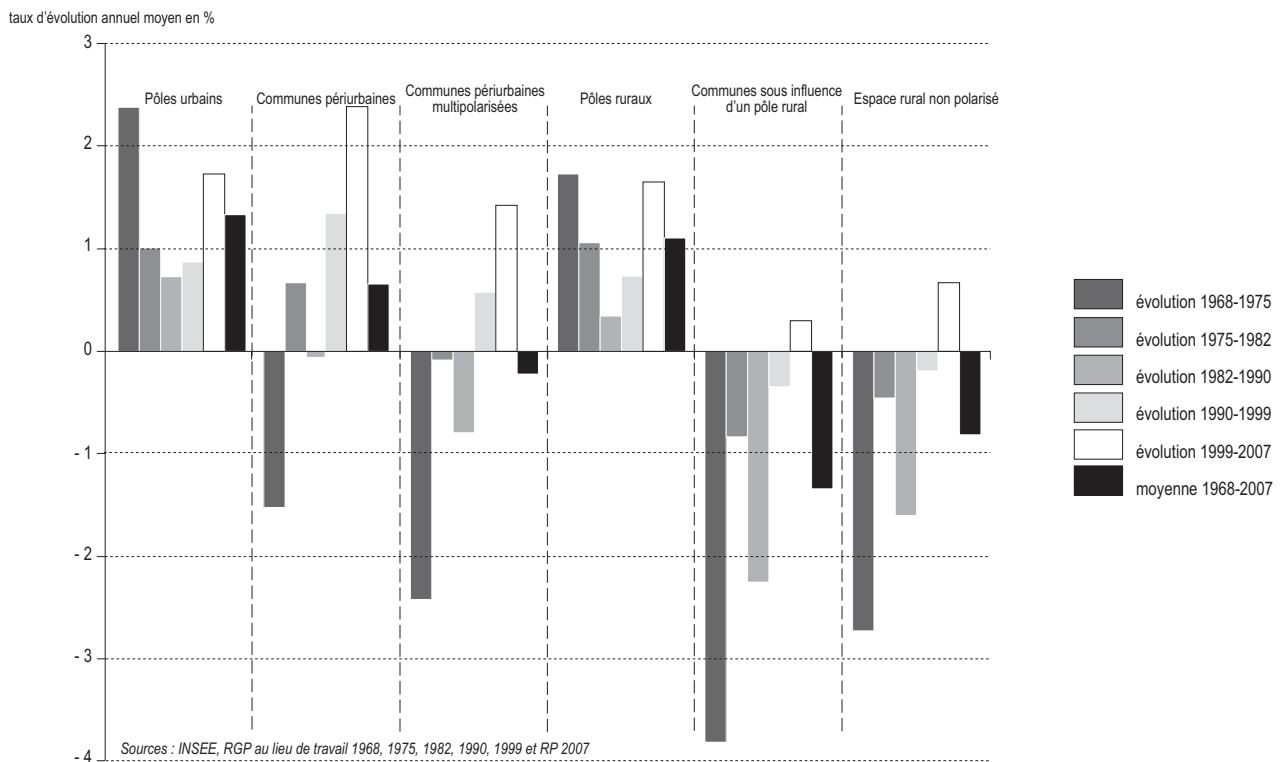


Fig. 3- Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi selon le zonage INSEE

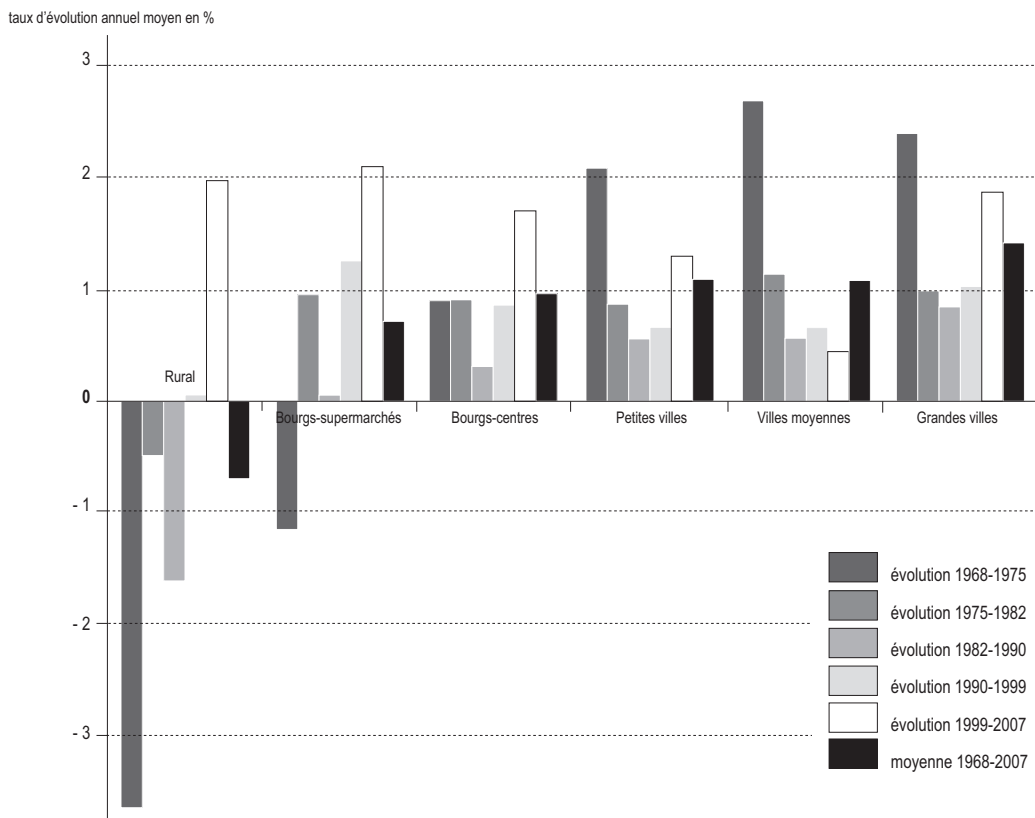


Fig. 4- Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi selon la hiérarchie urbaine

Les 10 villes moyennes se sont accrues de 179 000 emplois. Les villes moyennes connaissent une évolution de + 1,07 % par an, mais celle-ci est très ralentie depuis 1982, et contrairement aux autres niveaux urbains, elles ne sont que peu touchées par le regain récent de la création d'emplois.

Les petites villes ont connu une croissance de 204 000 postes. Après une croissance supérieure à + 2% par an avant 1975, une évolution plus lente jusqu'en 1999, elles connaissent une reprise entre 2000 et 2007. Leur croissance moyenne d'emploi a été de + 1,09 % sur quatre décennies.

Les bourgs-centres totalisent 226 300 emplois de plus qu'en 1968, il est remarquable de souligner qu'ils hébergent 25 % des emplois supplémentaires de l'Ouest. Leur croissance a été de + 0,95 % par an entre 1968 et 2007.

4. La bonne résistance de l'emploi rural

Les cartes de la figure 5 soulignent combien l'effondrement de l'emploi du secteur primaire en lien avec sa modernisation, - 760 000 emplois entre 1968 et 2006, pèse lourd sur l'évolution de l'emploi total régional et en particulier celui des communes rurales dont le bilan est une perte brute d'environ - 250 000 emplois sur 40 ans.

La décharge de l'emploi agricole est massive entre 1968 et 1990 (cartes a, b et c de la figure 5). Depuis 2000, la saignée agricole se tarit. Cela explique l'apparition cartographique de la création des emplois non-agricoles dans les campagnes de l'Ouest, qui était occultée par le déclin de l'emploi dans l'agriculture. Quelques poches déficitaires subsistent toutefois dans les Monts d'Arrée au centre de la Bretagne ; le Domfrontais au contact de la Basse-Normandie, la Bretagne et les Pays de la Loire ; l'espace au contact du sud des Deux-Sèvres et les deux départements charentais, entre Ruffec et Saint-Jean-d'Angély. À l'inverse, le dynamisme vendéen et choletais est visible sur l'ensemble des cartes.

Hors des agglomération grandes et moyennes, la croissance de l'emploi dans les pôles de l'espace rural régional est remarquable. Ainsi les bourgs-supermarchés, les bourgs-centres et les petites villes qui animent les campagnes de l'Ouest, ont connu une croissance constante de leur emploi (fig. e 4). Ces pôles ont gagné 476 000 postes en 40 ans, presque autant que les 9 villes universitaires de l'Ouest (Nantes, Rennes, Angers, Caen, Le Mans, Brest, Poitiers, La Rochelle et Lorient) . Ils représentent aujourd'hui 1 510 000 postes, 37 % de l'emploi de la région. Leur croissance a été en moyenne de +1% par an sur 40 ans. Leur dynamique est nettement visible dès la période 1968-1975 sur la figure 5, où leurs points jaunes et oranges éclairent des campagnes en bleu.

Cette bonne résistance rurale est également observable dans le figure 4. Avant 1990, la croissance de l'emploi s'inscrit dans la hiérarchie urbaine : plus les pôles sont importants plus la croissance est soutenue. Les villes grandes et moyennes connaissent entre 1968 et 1975, une croissance économique forte d'environ + 2,5 % par an. Les petites villes enregistrent également une croissance remarquable de leur emploi (+ 2,1 % par an). Cela est confirmé par F. Madoré (2002) qui décrit le rattrapage urbain de l'Ouest français dans la seconde moitié du XX^e siècle. Au cours des années 1990, la dynamique de l'emploi devient peu à peu inverse à la hiérarchie urbaine : plus c'est petit et rural, plus le rythme de croissance est élevé, à l'exception notable des grandes villes universitaires. Ainsi l'espace rural, les bourgs-centres et les petites villes enregistrent depuis le milieu des années 1990, un rythme d'évolution de l'emploi compris entre + 1,1 % et + 2 % de croissance annuelle, taux égal ou supérieur aux grandes villes régionales et beaucoup mieux que les villes moyennes. Ceci est conforme aux observations de M. Talandier (2007) qui a étudié les phénomènes de dynamisme économique hors-métropolisation en France. Ce constat devra être confirmé ou infirmé à l'aune de la crise, dont les effets apparaîtront dans les résultats de l'INSEE à venir.

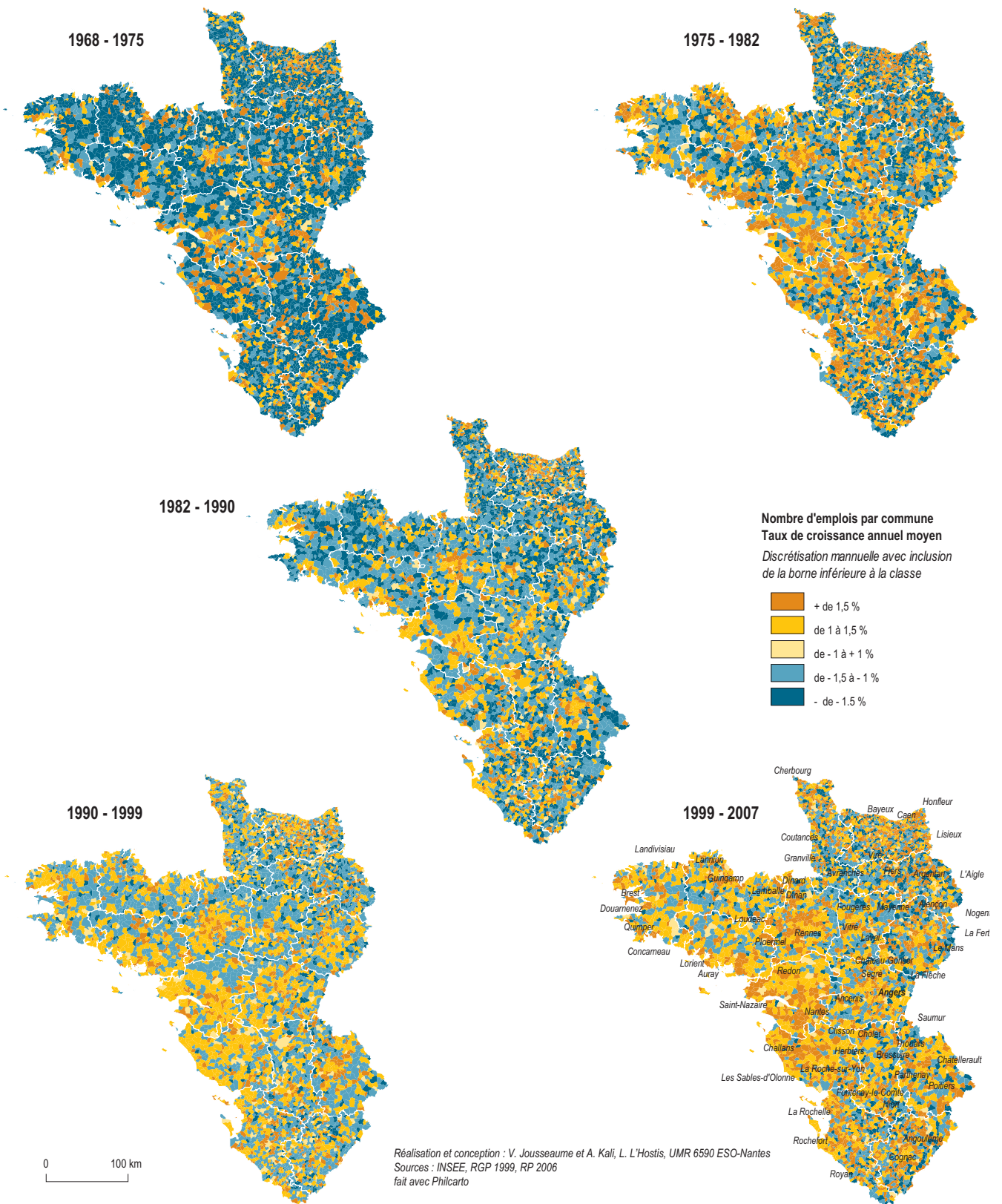


Fig. 5- Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi entre chaque recensement

Conclusion

L'emploi se concentre logiquement dans les villes importantes, mais les dynamiques de croissance d'emploi s'écartent des centres pour les périphéries urbaines. L'espace rural totalise un nombre d'emplois évidemment inférieur à celui des villes, mais il connaît des taux de croissance annuel comparables ou supérieurs à celles-ci depuis une vingtaine d'années. L'Ouest montre ainsi un modèle spatial de l'économie fondé aussi sur des petites villes et des bourgs-centres, créateurs en 40 ans de 37 % du solde régional de 890 000 emplois nouveaux, à l'opposé du modèle unique - métropolisation, concentration des ri-

chesses et des emplois à haute valeur ajoutée dans les grandes villes (Fache, 2002) et étalement résidentiel. Ce discours dominant décrit les grandes villes comme des archipels de croissance au milieu d'un océan rural de déclin.

Or, l'Ouest présente un développement polycentrique, avec des territoires en croissance, aujourd'hui coalescents, métropolitains et hors-métropolisation, qui demeurent peu étudiés comme le rappelle M. Talandier (2007). En abordant très modestement la question de la répartition spatiale de l'emploi dans le Grand-Ouest, nous espérons attirer l'attention sur l'intérêt d'une géographie économique, aujourd'hui négligée.

Bibliographie

CHAUVET A., 1986. *Porte nantaise et isolat choletais, essai de géographie régionale*, Maulévrier, Éditions Hérault, 270 p.

FACHE J., 2002. *Les territoires de la haute technologie*, PUR, 157 p.

JOUSSEAUME V., KALI A., PORCHER T. et MARGETIC C., 2010. L'agriculture de l'Ouest a perdu 760 000 emplois en 40 ans, *Les Cahiers Nantais*, 2010-1/2, pp. 99-108.

JOUSSEAUME V., 1998. *L'ombre d'une métropole, les bourgs-centres de la Loire-Atlantique*, Coll. Espaces et Territoires, PUR, Rennes, 209 p.

MADORÉ F., 2002. L'évolution de l'urbanisation dans l'Ouest français (Bretagne, Pays de la Loire) au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, *Cahiers Nantais*, n° 58, pp. 143-157.

TALANDIER M., 2007, *Un autre modèle de développement hors métropolisation, le cas du monde rural français*, Thèse de Doctorat, Université de Paris 12.